

Elisabeth Borne : « Le gouvernement a pris ses responsabilités »

« Un système de bonus-malus pour mettre fin aux contrats courts », titre **Le Parisien**, qui ouvre ses colonnes à Elisabeth Borne. La ministre du Travail veut sanctionner les secteurs qui abusent des contrats courts alors que la réforme de l'Assurance-chômage se met en place partiellement, note le quotidien, rappelant que les bonus-malus pour les entreprises et la dégressivité de l'allocation à partir de 4 500 € brut entrent en vigueur aujourd'hui. Seul le nouveau calcul de l'allocation ne sera pas appliqué. Mais tout cela pourrait être balayé en novembre 2022 par la renégociation obligatoire de la nouvelle convention, relève **Le Parisien**. Constatant les signaux économiques positifs et les tensions sur le marché du travail, la ministre affirme qu'elle va s'employer à « rassurer le Conseil d'Etat, avec comme objectif que la totalité de la réforme puisse entrer en vigueur le plus vite possible », notant, qu'entre en vigueur à partir d'aujourd'hui, le bonus-malus sur les contrats courts, « qui était une promesse du candidat Emmanuel Macron ». « Nous n'allons pas simplement nous contenter de dire : "On va observer votre comportement pendant un an et après on sanctionne ou on récompense." Nous allons les accompagner pour améliorer leurs pratiques », indique la ministre du Travail. Parmi les sanctions, « la cotisation chômage pourra être augmentée jusqu'à 1 % de la masse salariale », signale-t-elle, alors que les premières pénalités tomberont automatiquement en septembre 2022. « Je ne peux pas vous dire que les branches concernées sont enthousiastes d'être soumises à un bonus-malus. Mais le gouvernement a pris ses responsabilités. Les organisations syndicales qui le réclament depuis des années pourraient le noter. » Au sujet des syndicats, justement, elle juge que « certains ont un peu quitté le champ du débat sur le fond pour entrer dans l'opposition systématique. Le recours aux contrats courts a été multiplié entre deux et trois fois en dix ans. (...) Pour moi, cela enfonce les salariés dans la précarité. » Mentionnant qu'Emmanuel Macron a toujours en tête d'organiser des échanges les partenaires sociaux très prochainement, Elisabeth Borne se dit « convaincue de la nécessité » de la réforme des retraites : il nous faudra un système plus lisible, plus juste et aussi travailler plus longtemps ». (**Le Parisien, p.8**)